



Taux actuels de d'émaciation : 9.4% retard de croissance : 37.9% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 18.1%

Source: Gouvernement sierra-léonais (DHS, 2013)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Sierra Leone : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Agenda for Prosperity- the road to middle income status-PRSP III) accorde une grande importance à la nutrition.
- Sierra Leone : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Sierra Leone : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Sierra Leone : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017.
- Sierra Leone : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 97% des enfants en 2015.
- Sierra Leone : 97.1% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (4.1% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Sierra Leone : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.9% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Sierra Leone : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Sierra Leone : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Sierra Leone : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Sierra Leone : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (67.2% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (14.5% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Sierra Leone : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	4.1%	2016	27e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	7.9%	2015	12e ex aequo
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	37e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	15e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	76.7%	2013	14e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	22e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Pas dans la loi	2014	41er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Pas dans la loi	2014	30e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	97%	2015	8e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	67.2%	2015	35e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	14.5%	2015	39e
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.1%	2013	5e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2013-2018	13e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2017	42e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Non consacré dans le droit	2016	38e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel